

**Le César du meilleur scénariste est attribué à Edouard !**

Ne pas écouter les français et sortir le 49-3 est déjà scandaleux ! Mais profiter d'un problème sanitaire grave pour l'annoncer frôle l'indécence ! C'est pourtant ce qu'a fait le gouvernement le 29 février dernier. Personne ne veut de cette réforme, parce que tout le monde, et particulièrement les femmes, ont compris qu'elle était mal ficelée et surtout injuste.

Il n'était que de voir le niveau élevé des manifestations ce 8 mars. L'ampleur des manifestations a envoyé un message très clair et ce n'est pas la menace anxiogène du coronavirus

qui a empêché les femmes de descendre dans la rue. Passer ce texte en force est un déni de démocratie. Cela démontre un gouvernement de plus en plus en difficulté, de plus en plus acculé.

La conférence de financement n'est que pure mascarade. Le gouvernement veut nous faire croire qu'impôts et cotisations sont une même chose. Or les premiers sont pilotés par l'Etat et soumis à son bon vouloir, les deuxièmes servent les caisses de Sécurité Sociale et sont soumises à des règles précises.

La CGT, rejointe notamment par FO, a donc décidé d'organiser sa propre conférence avec ses propres propositions au Conseil Economique Social et Environnemental le 24 mars prochain. Sans omettre notre présence dans les manifestations et actions organisées quotidiennement, nous vous invitons toutes et tous à être, massivement, en grève le 31 mars prochain, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFE-CGC, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef, Unel.

**Branche Poste****La Poste irait bien, les usagers et salariés beaucoup moins**

En visite à Quimper, le PDG de La Poste a rencontré les syndicats qui dénoncent un mal être récurrent et les usagers qui subissent un service dégradé. D'après le directeur opérationnel, le modèle d'organisation se transforme, avec du rodage et de l'apprentissage (oups !). Ils ont affirmé que la mission de service public serait maintenue, malgré la baisse du courrier, avec la diversification des métiers.

La Poste se porte donc bien, avec une hausse de 3% des bénéfices net en 2019. Le PDG a confirmé des réorganisations tous les 2 ans, en insistant sur le rôle social du facteur auprès des personnes âgées, 6 jours sur 7. Mais il n'y a pas eu d'avancées ni sur l'emploi, ni sur les salaires avec seulement, dans le cadre des NAO, 1,20 € de plus par mois pour les facteurs, les bénéficiaires (220M €) iront aux actionnaires et le reste pour l'investissement !

**Quelle stratégie ?**

Les orientations stratégiques de la filière Immobilier à l'horizon 2025 reprennent les recettes esquissées depuis plusieurs années, au fil de réorganisations ininterrompues. Pour la direction : excellence opérationnelle, exemplarité, expertise et développement « Durable » ; inquiétude, stress, sentiment d'arbitraire, d'abandon, démotivation pour le personnel.

La méconnaissance des activités de terrain par les managers et les RH, s'accompagne de carences organisationnelles, d'un recul des droits, de sanctions, d'un mépris du personnel. Le management par l'arbitraire et la terreur règnent alors que dans le même temps, la SA Poste Immo a réalisé un résultat supérieur de 25% de l'objectif demandé au personnel pour 2019.

Dire collectivement NON, quelle qu'en soit la forme, c'est tracer une voie pour se faire respecter.

**Branche Télécoms****Un bilan salarial à la dérive**

Le bilan NAO 2019 à Orange prouve que nos revendications sont justes. Si la CGT a signé l'accord 2019, c'était pour donner un seuil plancher tout en prouvant à la direction que nous avions besoin d'adresser les cadres par des augmentations générales et qu'un budget de 3% était insuffisant. Car les inégalités perdurent, des 20 000 salarié.e.s non promus depuis plus de dix ans, seulement 500 ont reçu une mesure spécifique.

De l'aveu même de la direction, malgré un taux à 99%, l'index sur l'égalité femmes-hommes n'est pas représentatif de la réalité : temps partiel, faible recrutement, plafond de verre et parts variables moindres. Les dérives, qui ont pu exclure des femmes des mesures générales, sous prétexte qu'elles bénéficiaient d'une mesure spécifique ou encore les positionnements sans évaluation ou en fin d'année sans rétroactivité pour ARCQ qui n'a adressé que 78% des salariés en 3 ans et prouvent les limites du budget actuel.

**A risques sanitaires, mesures exceptionnelles**

La direction d'Orange a initié des rencontres avec les organisations syndicales dans le cadre de la crise sanitaire actuelle. La 1<sup>ère</sup> s'est tenue le 2 mars, la CGT a demandé des mesures exceptionnelles : La mise à disposition de gels hydro alcooliques et de masques. La fermeture des boutiques en zones clusters. La mise en place d'un télétravail transitoire. Que les salarié.e.s puissent travailler à proximité de leur domicile afin de limiter les déplacements. Une autorisation spéciale d'absence (sans incidence sur la rémunération) au-delà des 20 jours prévus par la sécurité sociale. La neutralisation des parts variables individuelles et collectives. Des mesures sanitaires particulières pour les lieux de restauration.

Enfin d'ouvrir une réflexion plus générale sur les Open-space et autres Flex desk, vecteurs de proximité des personnels.

## Échos

### Bénéfices et licenciements

Plus de 300 emplois supprimés au service client de PSA à Roubaix. La plateforme téléphonique Conduent de Roubaix, ouverte au printemps 2017, n'a qu'un seul client, PSA, et a perdu le dernier appel d'offres, remporté par les sociétés Sitel et Majorel, localisées au Maroc. Roubaix où le taux de pauvreté est de 44% et le taux de chômage de 31%. PSA a enregistré, en 2019, un bénéfice net record en hausse de 13,2% et une marge opérationnelle historique à 8,5% des ventes « *Nous avons obtenu des résultats record en 2019, grâce à notre agilité, notre approche centrée sur le client et socialement responsable* », a déclaré le président du directoire de PSA... L'état actionnaire via la BPI à hauteur de 12,2%, et PSA doivent prendre leurs responsabilités et acter un maintien de l'activité à Roubaix. Cette décision permettrait à 318 familles de ne pas tomber dans la précarité !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr) espace Cadres

## Échos

### Respecter le droit de manifester !

Dans un communiqué publié le 27 février, la CGT, le Syndicat des Avocats de France et le Syndicat de la Magistrature ont informé de leur démarche commune d'un dépôt d'une requête devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme, pour l'interdiction de l'usage des armes mutilantes lors des manifestations.

Cette démarche s'inscrit dans la condamnation des recours à des techniques d'interpellations inappropriées et d'usages répétés d'armes mutilantes lors des manifestations depuis de nombreux mois.

Ce constat est largement partagé par le Parlement européen, le Conseil de l'Europe et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU. Les libertés publiques et notamment le droit de manifester doivent être pleinement respectés et les manifestants protégés des risques de mutilation, de traitement inhumains et dégradants.

## Culture

### Archéo en lutte

Le 19 février, le Groupe Archéo en Lutte participait à une délégation syndicale de l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive sur le risque de disparition de l'archéologie française. Le mouvement Archéo en lutte était reçu au ministère pour revaloriser l'emploi avec notamment le statut des chercheurs en CDI en voie de disparition. Face au vieillissement, L'INRAP a un besoin accru de personnels et de mesures contre la précarité.

Les effectifs des services régionaux de l'Archéologie du ministère de la culture doivent être renforcés pour sauver l'archéologie. Les conditions matérielles de travail en archéologie sont difficiles et les moyens donnés reculent. Les réformes du chômage et des retraites vont aggraver la situation déjà préoccupante des archéologues.

L'archéologie mérite un véritable système universitaire formateur de chercheurs et d'archéologues préventifs.

### Votre cinoche n'est pas notre cinéma !

Le 27 février dernier, la rédaction des Cahiers du Cinéma décidait de quitter la revue suite à son rachat par un collectif d'hommes d'affaires et de producteurs.

La composition du nouvel actionnariat (producteurs, hommes d'affaires proches du pouvoir...) pose un problème de conflit d'intérêts dans une revue critique engagée qui a toujours su prendre des positions claires contre des projets anti sociaux et défendu l'accès à une culture sociale. Or aujourd'hui on lui demande d'être une vitrine clinquante, conviviale et chic, une simple plateforme de promotion.

Au nom de leurs valeurs militantes au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante, les journalistes ont donc fait valoir leur clause de conscience.

## Education

### Blanquer épinglé !

Dans une note de janvier 2020, l'Inspection générale de l'Education nationale épingle la réforme du lycée et notamment l'organisation des E3C (les fameuses épreuves communes de contrôle continu du bac). Les inspecteurs font état de différences importantes dans l'offre de formation d'un établissement à l'autre, mais aussi de l'origine sociale des élèves qui aurait une incidence sur les options proposées, ainsi que des choix de spécialités très genrés, parfois jusqu'à la caricature. Au final, il leur apparaît « *qu'on affirme simplifier le bac alors qu'il se complexifie, générant pour l'institution un surcoût énorme pour un rendement faible.* » ajoutant « *Il semble que se soit instituée une confusion entre la logique de la certification (baccalauréat) et la logique de la formation (notes "balises"). [...] On n'est pas sorti de la notation-sanction.* »

### Investir dans la recherche et l'enseignement supérieur

La Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) en cours de finalisation mobilise la communauté scientifique et universitaire. Un appel à bloquer les facs et les labos a été lancé pour le 5 mars et les jours suivants. Malgré les annonces gouvernementales sur la recherche qui serait un levier stratégique essentiel, la France décroche par rapport aux autres pays et est loin des 3% du PIB promis. Les emplois y sont de plus en plus précaires et les rémunérations indécentes. La CGT redit qu'il est plus que temps d'investir dans la recherche et donc dans les personnels qui la réalisent. La LPPR doit s'engager pour que les jeunes puissent mettre leurs capacités au service des défis sociétaux immenses en la période. La LPPR doit proposer des mesures qui privilégient la construction de long terme et l'intérêt général, la coopération et le collectif, l'efficacité économique et sociale.

## International

### Frontière grecque : la honte

Une situation dramatique sévit depuis plusieurs jours sur l'île de Lesbos et à la frontière grecque où des milliers de migrants, femmes, hommes, enfants, venant de Turquie se trouvent bloqués dans des conditions inhumaines, telle une marchandise humaine soumise à la négociation de compromis politiques.

Les principes élémentaires des normes internationales ne sont pas respectés. Il est urgent d'adopter des mesures pour organiser un accueil digne des exilés.

La fermeture des frontières n'a jamais empêché les populations de migrer au péril de leur vie.

La CGT condamne, avec la plus grande fermeté, cette instrumentalisation de la détresse humaine et appelle l'Union européenne et le gouvernement français à agir rapidement.

## Égalité

### Un 8 mars historique !

Pour ce 8 mars, ce sont plus de 150 000 manifestant.e.s qui ont défilé dans toute la France dans des « marches de grandes gagnantes », à l'appel de la CGT et d'un collectif de 30 associations et syndicats féministes. C'est la 1<sup>ère</sup> fois que convergent aussi fortement mobilisation sociale et mobilisation féministe. Il va falloir compter avec les femmes, fini l'inaction des pouvoirs publics et les remises en cause des droits, à l'image du projet de réforme des retraites ou des attaques contre l'IVG ! La CGT appelle le gouvernement et le patronat à tirer les leçons qui s'imposent de la mobilisation, fini les doubles discours et l'instrumentalisation des femmes.

Il faut retirer cette réforme des retraites injuste et sexiste, mettre à l'ordre du jour des mesures pour assurer l'égalité salariale et professionnelle et mettre fin aux violences.